

Ce communiqué ne constitue pas une offre d'acquérir des titres

COMMUNIQUÉ DU 9 JUIN 2026

**RELATIF A LA MISE EN ŒUVRE DU RETRAIT OBLIGATOIRE VISANT
LES ACTIONS DE LA SOCIETE**



INITIEE PAR

VASCO SAS

Agissant de concert avec Monsieur Bernard Vasseur, Madame Marie-Bernadette Vasseur, Monsieur Laurent Vasseur, Monsieur Alexandre Vasseur, Monsieur François Vasseur et Madame Chloé Vasseur

ET PRESENTEE PAR



ETABLISSEMENT PRESENTATEUR ET GARANT

MONTANT DE L'INDEMNISATION

9,89 euros par action Media 6



Le présent communiqué a été établi par la société Vasco SAS. Il est diffusé en application des dispositions de l'article 237-3 III du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (« **AMF** »).

A l'issue de l'offre publique de retrait (l'« **Offre** ») initiée par Vasco SAS (l'« **Initiateur** »), de concert avec Monsieur Bernard Vasseur, Madame Marie-Bernadette Vasseur, Monsieur Laurent Vasseur, Monsieur Alexandre Vasseur, Monsieur François Vasseur et Madame Chloé Vasseur (ensemble le « **Concert** »), qui a fait l'objet d'une déclaration de conformité de l'AMF en date du 21 mai 2026 (D&I

Ce communiqué ne constitue pas une offre d'acquérir des titres

n°226C0708) et qui s'est déroulée du 25 mai 2026 au 5 juin 2026 inclus, l'Initiateur détient, de concert avec les autres membres du Concert, 2.576.097 actions Media 6¹ représentant 4.490.677 droits de vote théoriques, soit 97,90% du capital et 93,46%² des droits de vote théoriques de Media 6³.

Par un courrier en date du 8 juin 2026, le Crédit Industriel et Commercial, en sa qualité d'établissement présentateur dans le cadre de l'Offre, a informé l'AMF de l'intention de l'Initiateur de procéder, conformément à son intention exprimée dans le cadre de l'Offre, à la mise en œuvre du retrait obligatoire des actions Media 6 (le « **Retrait Obligatoire** »).

Conformément à l'avis AMF D&I n°226C0821 du 9 juin 2026, le Retrait Obligatoire aura lieu le 23 juin 2026 et portera sur les 55.153 actions Media 6 non présentées à l'Offre par les actionnaires minoritaires de Média 6 et non détenues par l'Initiateur à la date de clôture de l'Offre (à l'exception des 228.251 actions auto-détenues par Media 6) représentant 2,10% du capital et 6,54% des droits de vote théoriques de Media 6³.

La cotation des actions Media 6 ne sera pas reprise avant la date de la mise en œuvre du Retrait Obligatoire emportant radiation de ses actions du marché réglementé d'Euronext Paris.

Le montant de l'indemnisation versée dans le cadre du Retrait Obligatoire sera égal au prix de l'Offre, soit 9,89 euros par action, net de tout frais.

Les conditions posées à l'article L. 433-4 II du code monétaire et financier, ainsi qu'aux articles 237-1 et suivants du règlement général de l'AMF, sont remplies :

- les 55.153 actions Media 6 non présentées à l'Offre par les actionnaires minoritaires représentent, à l'issue de l'Offre, moins de 10% du capital et des droits de vote de Media 6 ;
- lors de l'examen de la conformité du projet d'offre publique de retrait, l'AMF a disposé du rapport d'évaluation de l'établissement présentateur et du rapport de l'expert indépendant, BM&A Advisory & Support, représenté par Monsieur Pierre Béal, qui concluait à l'équité du prix offert dans le cadre de l'Offre, y compris dans la perspective d'un Retrait Obligatoire ;
- le Retrait Obligatoire est libellé aux mêmes conditions financières que l'Offre, soit 9,89 euros par action Media 6 (net de tous frais).

Le montant total de l'indemnisation sera versé par Vasco SAS sur un compte ouvert à cet effet auprès de CIC CIB, centralisateur des opérations d'indemnisation, auprès duquel les établissements dépositaires teneurs de comptes devront demander l'indemnisation correspondant aux avoirs de leurs clients.

¹ En ce compris les 258.221 actions autodétenues assimilées aux actions détenues par l'Initiateur en application des dispositions de l'article L. 233-9 I, 2° du Code de commerce.

² Il est rappelé que les actions autodétenues sont privées de droits de vote.

³ Sur la base d'un nombre total de 2.631.250 actions représentant 4.804.734 droits de vote théoriques en application de l'article 223-11 alinéa 2 du règlement général de l'AMF.

Ce communiqué ne constitue pas une offre d'acquérir des titres

Conformément à l'article 237-8 du règlement général de l'AMF, les fonds non affectés correspondant à l'indemnisation des actions Media 6 dont les ayants droit sont restés inconnus seront conservés selon le cas par CIC CIB ou par les dépositaires teneurs de comptes concernés pendant une durée de dix (10) ans à compter de la date du Retrait Obligatoire et versés à la Caisse des dépôts et consignations à l'expiration de ce délai. Ces fonds seront à la disposition des ayants droit sous réserve de la prescription trentenaire au bénéfice de l'État.

L'Initiateur publiera dans un journal d'annonces légales du lieu du siège de Media 6, conformément aux dispositions de l'article 237-5 du règlement général de l'AMF, un avis informant le public de la mise en œuvre du Retrait Obligatoire.

La note d'information de l'Initiateur, ayant reçu le visa n° 26-156 de l'AMF le 21 mai 2026, la note en réponse de Media 6, ayant reçu le visa n° 26-157 de l'AMF le 21 mai 2026, et les documents incluant les informations relatives aux caractéristiques notamment juridiques, financières et comptables de l'Initiateur et de Media 6 sont disponibles sur les sites internet de l'AMF (www.amf-france.org) et de Media 6 (www.media6.com).

Ce communiqué ne constitue pas une offre d'acquérir des titres

Avertissement

Le présent communiqué a été préparé à des fins d'information uniquement et ne constitue pas une offre d'acquérir des titres. La diffusion de ce communiqué, l'Offre et son acceptation peuvent faire l'objet de restrictions légales dans certaines juridictions. Les personnes venant à entrer en possession du présent communiqué doivent se tenir informées des restrictions légales applicables et les respecter. Vasco SAS décline toute responsabilité en cas de violation par toute personne des restrictions légales applicables.